



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 82 - 24 février 1980 PRIX : 1 F

RHODESIE

les opprimés n'auront que ce qu'ils
pourront imposer par les armes



SENEGAL

EXPULSIONS SCANDALEUSES

A THIES

MALI

NAISSANCE D'UN SYNDICAT

PATRONAL

SOMMAIRE

Page 2 : RHODESIE

Page 3/4/5 : SENEGAL :

- . Expulsions scandaleuses à Thiès
- . Pénurie d'eau
- . Quand Senghor fait l'éloge des paysans

Page 6 : MALI :

- . Naissance d'un syndicat patronal
- . Traoré est plus libéral envers...ses collaborateurs

Page 7 : CENTRAFRIQUE : feuilleton Dacko et Compagnie (suite)

- . MOHAMED ALI, petit ambassadeur de l'impérialisme américain

Page 8 : TUNISIE-LIBYE : la main de Kaddafi ne peut ca- cher celle de l'impérialisme

Page 9 : IMMIGRATION : l'informatique mise au service de la répression

éditorial

RHODESIE :

LES OPPRIMÉS N'AURONT QUE CE QU'ILS
POURRONT IMPOSER PAR LEURS LUTTES

Suite aux accords de Lancaster House, des élections vont avoir lieu en Rhodésie en fin février. Elles se dérouleront dans des conditions soit disant objectives, dans une liberté totale, affirment les organisateurs, car placées sous le contrôle du gouverneur britannique, Lord Soames.

Pour tous les partis d'opposition en présence, ces élections sont un des éléments les plus importants des accords passés, et ils les considèrent comme une grande victoire. Car pour la première fois, toutes les organisations vont se retrouver dans une consultation électorale.

Il est certes difficile de savoir comment ces accords sont respectés sur le terrain, du côté des nationalistes ; par contre du côté du gouvernement rhodésien, l'on voit comment fonctionnent ces mêmes accords : les forces chargées de "l'ordre" et de la "sécurité" (l'armée, la police) sont aux mains du régime en place en ce moment.

C'est tout dire quant à ce qu'il faut entendre par élections "libres et objectives". D'ailleurs les sbires du régime rhodésien n'ont pas attendu bien longtemps pour se mettre en action. A mesure que la date des élections approche, les provocations se font plus nombreuses.

Robert Mugabé, chef de la ZANU-PF, un des mouvements nationalistes du Front Patriotique a déjà échappé à deux attentats. Des candidats et des militants de son organisation sont constamment en butte aux tracasseries policières. Des attentats où sont directement impliqués des auxiliaires de police à la solde de Muzorewa ne se comptent plus.

L'impérialisme anglais, pour mettre fin à la longue lutte armée qui opposait les organisations nationalistes au régime réactionnaire rhodésien, a proposé un cessez-le feu. Et ensuite, contre la promesse des élections sous son contrôle, il demande aux troupes nationalistes de se regrouper dans des camps spécialement aménagés à cet effet en Rhodésie;

Mais pendant ce temps qui assure l'ordre ? Dans les mains de qui se trouvent les armes ? C'est la même armée de Ian Smith, et les auxiliaires de Muzorewa, qui hier encore bombardaient les camps de réfugiés, torturaient les nationalistes, qui sont aujourd'hui responsables de l'ordre.

Aux organisations nationalistes, on demande donc les sacrifices. Mais au régime raciste de Smith et Muzorewa, on laisse tout loisir d'organiser, d'entretenir et de renforcer son armée. Sous l'œil bienveillant de Lord Soa-

.../...

abonnements

FRANCE : 1 an

- . ordinaire : 12 F
- . sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

- . écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier BP 145
75 023 Paris cédex

en spécifiant : "pour le PAT"

mes, le régime rhodésien vient de faire le rappel de plus de 50 000 réservistes de l'armée, dont plus de 10 000 noirs. Cette armée bénéficie de l'aide officielle des troupes du régime sud africain présentes en Rhodésie.

Le risque est donc grand pour les nationalistes. La seule garantie qu'une fois rassemblés dans les camps, le régime rhodésien ne se retournera pas contre eux pour les massacrer, c'est qu'ils ne se laissent pas désarmer ; qu'ils ne se laissent pas enfermer dans les camps, et qu'ils ne se laissent pas non plus prendre dans ce piège que sont les accords de Lancaster House. En fin de compte, l'enjeu revient à cette réalité : en Rhodésie, qui a les armes a le pouvoir.

Jusqu'ici dans ce pays, c'est la minorité blanche d'environ 200 000 personnes qui detient le pouvoir et opprime 6 millions de noirs. Aujourd'hui il s'agit pour cette minorité de tout mettre en oeuvre pour maintenir ses privilèges, même si, à l'issue de ces élections elle accorde quelques bribes de ses pouvoirs aux noirs.

Alors, ayant la haute main sur l'organisation des élections, sur l'armée, la police, et bénéficiant de la complicité de l'impérialisme anglais, cette minorité multiplie les pressions, les mesures d'intimidation et les provocations. Elle veut utiliser toutes les ficelles, pour qu'une majorité ne se dégage pas dans le futur parlement contre elle.

Si les accords de Lancaster House ont pu avoir lieu, et si aujourd'hui des élections ouvertes à tous les partis sont possibles en Rhodésie, c'est grâce à la détermination de ceux qui ont lutté. Et que ces élections aient lieu ou pas, en fin de compte, c'est de la détermination de ceux qui luttent contre ce régime colonialiste que dépend un quelconque changement en Rhodésie.

*** *** *** *** *** *** ***

SENEGAL: expulsions scandaleuses à Thiès

Les autorités administratives de Thiès ont décidé d'expulser les habitants du quartier Cité-Lamy, pour céder le terrain à l'office des HLM. Mais les habitants ne sont pas d'accord et refusent cette décision arbitraire.

En effet rien n'est prévu pour reloger les futurs expulsés, ni pour indemniser la majorité de ceux qui vivent dans ce quartier et qui n'ont comme seule ressource que les produits de leur petit jardin, qu'ils vendent au marché.

61 millions de CFA ont été alloués par l'administration pour les indemnisations ; mais cela ne concernera que les propriétaires des terrains. Des centaines de personnes qui n'ont qu'une cabane ou un jardin ne seront pas indemnisés car elles ne sont pas considérées comme propriétaires officiellement.

Sous le régime de Senghor on n'indemnise que ceux qui perdent une propriété, jamais ceux qui perdent leur gagne pain et leur toit, surtout si ce sont des pauvres. Le gouvernement leur a donné l'ordre de quitter les lieux fin février, mais devant le mécontentement, il a reculé le délai de "l'opération déguerpissement". Le nom seul donné à cette opération dénote le mépris que les autorités ont pour les couches les plus pauvres de la population.

SENEGAL : quand Senghor fait l'éloge des paysans

"Nos paysans nous donnent l'exemple d'un courage enraciné dans les valeurs de la négritude" : c'est ce que Senghor a déclaré au Conseil National de son parti en janvier dernier.

Senghor n'est certainement pas le premier à parler des paysans en termes élogieux. Les politiciens les plus réactionnaires savent vanter les caractères religieux et la soumission des paysans aux chefferies traditionnelles. Cette idéalisation est aussi le fait de tous les dirigeants petits bourgeois nationalistes, mêmes les plus radicaux.

Pourquoi donc aiment-ils tant présenter les vertus paysannes comme modèle ? Est-ce parce que les paysans forment la majorité de la population, comme ils l'affirment ? Certainement pas.

Eloigné des centres de décisions, aspirant d'abord à travailler sa propre terre, le paysan est, de fait, dans l'impossibilité de porter un regard permanent sur la manière dont on décide et gouverne en ville — c'est-à-dire dans les centres nerveux de la société—.

C'est cela qui plaît à tous ces politiciens qui ne songent qu'à être au pouvoir, sans avoir à rendre compte de leur gestion, sans être contrôlés politiquement.

Les plus radicaux des nationalistes africains — par exemple ceux qui ont dirigé les luttes armées pour l'indépendance nationale — ont mobilisé les paysans, mais juste le temps d'arriver au pouvoir. Une fois qu'ils y sont, ils empêchent tout contrôle de la part des paysans et y arrivent d'autant mieux que les paysans sont obligés de retourner à la campagne. C'est d'ailleurs parce que les ouvriers peuvent avoir plus de possibilités de contrôle (puisqu'ils sont présents partout en ville) que les nationalistes se méfient d'eux.

Le fait que les bourgeois idéalisent les paysans ne signifie bien sûr pas que ces derniers soient éternellement dociles et incapables de coups de colère. Les paysans se révoltent souvent. L'histoire offre de nombreux exemples où les luttes paysannes ont contribué à la chute de régimes dictatoriaux. Mais quand ils suivent les nationalistes, les fruits de leur lutte tombent toujours aux mains des bourgeois.

Dans nos pays sous-développés, les paysans jouent un rôle important dans la vie économique et sociale. Et au cours des luttes qu'il peut y avoir, leur choix peut être déterminant. Mais dans la perspective historique de la lutte pour l'abolition de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme, la voie du progrès passe par l'alliance des paysans avec les ouvriers, car ils ont les mêmes intérêts.

Et la classe ouvrière est la seule classe qui, par le rôle social qu'elle joue, peut non seulement mener les luttes jusqu'au bout, mais en même temps lutter pour les intérêts des autres exploités.

MALI : NAISSANCE D'UN SYNDICAT PATRONAL

Au Mali 13 groupements professionnels des employeurs viennent de créer une organisation nationale des patrons du Mali, intitulée : Fédération Nationale des Employeurs du Mali. Le jour de la création de cet organisme, étaient présents : Boubakar Diallo, ministre du travail et de la fonction publique, Mady Diallo, ministre des finances ainsi que Dossolo Traoré, président de la chambre de commerce et de l'industrie du Mali.

Voici ce qu'a dit un de ces ministres, pour justifier la création de cet organisme : "Sur le plan international, comme vous le savez, le Mali est membre de l'Organisation Internationale du Travail. Les règles de fonctionnement de cette organisation demandent aux membres, la formule du tripartisme : gouvernement-employeurs-travailleurs".

Le régime militaire de Bamako veut donner simplement un semblant de vie sociale et politique au Mali, en créant des organisations à sa solde comme l'Union Nationale de la Jeunesse du Mali, l'Union des Femmes du Mali, Union Nationale des Travailleurs du Mali l'UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien). Maintenant c'est le tour des patrons du Mali de se donner un organisme national archi officiel.

Les dirigeants militaires, après s'être donnés un parlement, s'offrent maintenant un syndicat patronal.

Si cela peut changer quelque chose c'est seulement pour les patrons : ils auront un organisme pour discuter de leurs démêlés avec les dirigeants militaires.

* * * * *

MALI : TRAORE EST PLUS LIBERAL ENVERS... SES COLLABORATEURS

Treize détenus politiques ont été libérés au Mali. Parmi eux se trouvent des anciens officiers de l'armée malienne, tels que Lassane Diarra et Malick Diallo, accusés d'avoir fomenté un coup d'Etat, et qui avaient été condamnés aux travaux forcés à perpétuité ; l'adjudant Mamadou Lamine Sissoko, condamné à mort, ainsi que d'autres personnalités du régime.

Cela ne convaincra certainement pas les petites gens du libéralisme de Moussa Traoré. Par contre s'il y a des gens que cela peut rassurer, ce sont les collaborateurs actuels du régime.

Car au Mali, l'arbitraire présidentiel frappe d'emprisonnement non seulement les pauvres (il y en a des centaines dans les prisons et qui n'ont pas été libérés) mais aussi des hauts fonctionnaires qui peuvent être désignés comme boucs émissaires.

Ceux-là poussent probablement des soupirs de soulagement. Car ils peuvent se dire que même si un jour ils sont désignés comme boucs émissaires, ils ne seront pas condamnés à perpétuité.

CENTRAFRIQUE feuilleton Dacko et Compagnie (suite)

La population de Bangui est mobilisée par un procès public qui se déroule dans la salle omnisport de Bangui. (la même salle qui a servi au sacre de Bokassa.)

Procès de quelles personnalités ? Eh bien de 34 collaborateurs de l'ancien dictateur Bokassa. Parmi eux, on retrouve deux personnalités de l'ancien régime : madame Elisabeth Domitien, ancien secrétaire général du parti de Bokassa et le docteur Dédéavodé, gendre de l'ex empereur. Est-ce à dire que David Dacko, conseiller privé de Bokassa de 1976 à 1979 et Henri Maïdou ancien premier ministre du même régime vont passer en jugement ?

Oh que non ! Il ne faut pas confondre. Dacko, comme il le dit lui-même, était conseiller, certes, mais il y était obligé, le pauvre ! Quant à Maïdou, il n'était que premier ministre. Ils le disent eux-mêmes : ils n'ont jamais été les collaborateurs de Bokassa mais des victimes.

Il est bien vrai que dans la Centrafrique actuelle, pour ne pas être trop détesté, il faut être opposant de l'ancien régime. Seulement Dacko et Maïdou auraient du mal à se faire passer pour opposants. Alors, les deux pantins de l'impérialisme essaient de s'en tirer en condamnant des sous-fifres.

== == == == == == == == ==

MOHAMED ALI petit ambassadeur de l'impérialisme américain

Mohamed Ali, le boxeur noir américain, a été envoyé en tournée par Carter en Afrique. Il était chargé de convaincre certains chefs d'Etat d'Afrique, pour qu'ils n'en voient pas leurs sportifs participer aux jeux olympiques de Moscou, et expliquer la politique des Etats-Unis vis à vis de l'Union Soviétique.

Si Mohamed Ali a eu un accueil chaleureux au Sénégal, par contre il a eu un accueil très froid en Tanzanie. Seulement quelques dizaines de personnes se sont présentées à l'aéroport de Dar-Es-Salam.

Cet ancien champion de boxe faisait autre fois des déclarations fracassantes contre le racisme aux Etats-Unis. Il a même refusé d'aller se battre au Viet-Nam pour l'impérialisme américain. Son passé de boxeur noir et ses prises de position lui ont donné un énorme prestige dans la majorité des populations africaines.

A l'époque où Mohamed Ali était champion de boxe, il faisait le pître sur les rings, ce n'était que du cinéma. Maintenant, il est un vrai pantin au service de l'impérialisme américain.

TUNISIE-LIBYE

LA MAIN DE KADDAFI NE PEUT PAS CACHER CELLE DE L'IMPERIALISME

La révolte de Gafsa de janvier dernier s'est soldée par le massacre de plusieurs dizaines de personnes. La population de Gafsa, même si elle ne s'est pas soulevée, a couvert les révoltés de sa bienveillance. Ils étaient cachés dans la ville avec plusieurs centaines d'armes, plusieurs jours avant l'opération sans que les autorités soient au courant.

L'hebdomadaire "Jeune Afrique" (n° 998)-qui ne peut pas être accusé de sympathie envers ceux qui se sont révoltés- reconnaît que : "les assaillants étaient des tunisiens de (de Gafsa) ; des révoltés et non pas des mercenaires". Ils étaient partis en Libye pour fuir le chômage et la misère, Qu'ils aient tenté cette opération qui s'est avérée suicidaire, montre à quel point le régime Bourguiba est vomi.

Les révoltés de Gafsa ont été féroceement réprimés par Bourguiba, avec l'aide effective de la France et du Maroc, mais la responsabilité est rejetée sur Kaddafi ! Il serait, selon les dirigeants occidentaux et la grande presse, non seulement à l'origine de la révolte de Gafsa, mais aussi des manifestations violentes en Corse, en Irlande... C'est lui encore qui déstabiliserait Malte et armerait les Brigades Rouges et la Bande à Baader. La guerre du Sahara Occidental, du Tchad, les événements de Centrafrique, d'Ouganda et bien d'autres encore seraient dûes à Kaddafi.

Pour Gafsa, la France était bel et bien présente avec ses bateaux et ses avions. Son armée intervient directement au Tchad et en Mauritanie, pour ne citer que les exemples actuels. Ce n'est pas l'aide de Kaddafi qui a maintenu Bokassa au pouvoir mais bien celle de Giscard. Et la plupart des régimes pourris d'Afrique ne tiennent que grâce à l'appui de l'impérialisme.

Si Kaddafi est accusé de tous les crimes, c'est en application de la vieille recette qui consiste à accuser les autres pour faire oublier ses propres forfaits.

Si aujourd'hui les dirigeants des pays impérialistes et même ceux de pays africains (Bourguiba, les dirigeants du Tchad, Moussa Traoré...etc) se servent de Kaddafi comme bouc émissaire, c'est qu'ils ont trouvé en lui un bon acteur pour ce rôle.

Ce militaire arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en septembre 1969, ne cherche bien sûr en rien à lutter contre l'impérialisme. Il se contente de foucades contre Carter ou d'autres présidents (d'ailleurs cela ne l'a nullement empêché de souhaiter officiellement la réélection de Carter !).

Mais même cela, les dirigeants de l'impérialisme ne l'admettent pas. Cela donne une idée de l'étroitesse de la marge d'indépendance qu'ils laissent aux dirigeants du tiers-monde.

Kaddafi incarne un nationalisme radical criard. Pour des raisons diplomatiques il soutient telle ou telle lutte (palestiniens, saharouïs...) mais il est aussi capable de soutenir les pires criminels tels que Idi Amin ou Bokassa.

.../...

Kaddafi est un nationaliste comme bien d'autres en Afrique, juste un peu plus hableur. Cela tient peut-être à son caractère, mais cela tient aussi à la richesse qu'il tire du pétrole. Il fulmine certes et intrigue par-ci par là, tandis que l'impérialisme pille partout et opprime.

* * * * *

IMMIGRATION l'informatique mise au service de la répression

Le ministre de l'intérieur prévoit de nouvelles mesures contre les immigrés en France. Il projette de mettre en fichier informatique, tous les immigrés.

Selon ce projet, des nouvelles cartes de séjour, soit disant plus esthétiques seront délivrées, et enregistrées dans un ordinateur. Des renseignements détaillés sur chaque travailleur vont être emmagasinés de cette manière. Ainsi la police pourra enregistrer des informations sur sa situation familiale, son travail, ses différentes maladies, et aussi ses éventuels démêlés avec les administrations judiciaires et autres.

Ce fichier sur les étrangers sera relié avec le fichier des personnes recherchées par la police.

De cette manière, le ministre de l'intérieur pourra avoir un contrôle plus grand sur les immigrés. Pour d'éventuelles mesures que peut prendre le gouvernement français envers les étrangers, il aura ainsi des documents précieux. La police aura à sa disposition des documents pour faire pression, pour faire du chantage sur n'importe quel immigré.

Les travailleurs sont déjà victimes des intimidations policières, des contrôles humiliants dans les rues et dans le métro. En informatisant les cartes de séjour, le gouvernement veut se donner (si son projet passe) un instrument supérieur au service de la même politique.

Dans cette affaire, ce n'est pas le progrès technique de l'informatique qui est en cause, mais l'utilisation qu'on en fait.

0 0 0 0 0 0 0

0 0 0 0 0

0 0 0

0

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.